

www.ici-grenoble.org

Les infos locales

Septembre 2016

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs



Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs cet été et cette rentrée ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'informations marquantes glanées dans la presse locale en juillet, août et début septembre 2016.

*(Les sources sont entre parenthèses)
[Les éventuels commentaires sont encadrés]*

Une pensée, un cri de révolte pour Mélinda Varga

Mélinda Varga avait 14 ans. Le 7 septembre, elle est morte électrocutée dans le local où sa famille squattait. Cette famille rom, après avoir été expulsée d'un bidonville en juillet à la demande de la Ville de Grenoble, avait vécu quelques nuits en hôtel. Elle avait ensuite trouvé un toit précaire dans ce local désaffecté et insalubre, comme l'avaient exprimé la veille au C.C.A.S. des militant-e-s d'associations de soutien aux familles roms.

Face à ce drame, voici le cri de révolte du [Centre d'Informations Inter-Peuples](#) de Grenoble, l'un des fers de lance des luttes contre les expulsions :

"Nous tenons d'abord à exprimer notre peine à la famille et aux amis de Mélinda. Avec d'autres associations et tous ceux qui le voudront, nous ferons tout ce que nous pourrons pour les soutenir.

Nous voulons aussi exprimer notre colère car la mort de cette adolescente est tout sauf "naturelle" : elle est une conséquence scandaleuse mais prévisible de politiques conduites par les institutions, État, Département, Métro, Villes, qui refusent de faire du droit au logement pourtant inscrit dans la Constitution, LA priorité. Ce qui supposerait une réelle volonté politique traduite par la mise en œuvre de moyens à la hauteur de cette urgence.

Nous ne nous résignerons jamais à ce qu'aujourd'hui en France, tous les jours, des personnes soient condamnées à mourir dans la rue ou dans des abris de fortune. Nous n'oublierons pas la mort de cette adolescente. Plus que jamais nous sommes déterminés à mener ce combat pour le droit à un logement pour ET avec toutes et tous, jusqu'au bout."

Une collecte est organisée pour aider la famille de Mélinda Varga à payer les obsèques. Les dons sont à déposer au C.I.I.P., à la Maison des Associations de Grenoble, 6 rue Berthe de Boissieux, les après-midis de semaine entre 13h30 et 18h.

(Communiqué du C.I.I.P., 08/09/16)

* * *

Les solutions de l'Assemblée des mal-logé-e-s et des sans logement

Quelques jours avant ce drame, l'Assemblée des mal-logé-e-s et des sans logement rappelait dans une [lettre ouverte au maire de Grenoble](#) qu'il est possible de mettre fin aux détresses des 2500 personnes sans domicile et des dizaines de milliers de mal-logé-e-s en Isère. Comment ? En gelant immédiatement toutes les expulsions sur l'agglomération grenobloise. En mettant à disposition les logements et les bâtiments publics vides. En baissant et en encadrant les loyers. En faisant cesser les double-discours et les incuries de la mairie de Grenoble, du département et de l'État.

Signe de sa détermination, l'Assemblée des mal-logé-e-s et des sans logement a "réquisitionné" début juin le 6 rue Jay à Grenoble, avec le soutien de [La Patate chaude](#) et de Droit Au Logement. Dans ce bâtiment appartenant à la mairie, mais laissé à l'abandon depuis plusieurs mois, des familles et des personnes en grande précarité se sont installées.

(Assemblée des mal-logé-e-s et des sans logement, septembre 2016)

* * *

La rentrée sociale sera-t-elle chaude ?

Les luttes contre la Loi Travail "et son monde" vont-elles reprendre cet automne ? Seront-elles aussi intenses qu'au printemps, avec pas moins de 17 manifestations à Grenoble en trois mois ? Vont-elles s'accompagner de nouvelles mobilisations contre le premier [plan d'austérité de la Ville de Grenoble](#) décidé juste avant l'été ? Les prochains conseils municipaux seront-ils [perturbés comme ceux de juillet](#) ?

Réponses dans la rue le [jeudi 15 septembre](#) à 10h devant la gare de Grenoble, puis au prochain conseil municipal le [lundi 26 septembre](#) à 18h à la mairie de Grenoble...

* * *

Élargissement de l'A480 : des clauses secrètes ?

Il y a un an, le ministre de l'économie Emmanuel Macron décidait de confier à la société privée Area la gestion de l'A480 entre Saint-Égrève et Claix. L'État fixait à Area l'objectif de transformer cette autoroute en deux fois trois voies. Le coût de ce chantier colossal ? Plus de 300 millions d'euros. Dans le même temps, l'État autorisait Area à augmenter le tarif de ses péages pour les 100 000 à 150 000 véhicules circulant chaque jour sur l'A480. L'État allongeait également la durée de concession de l'autoroute à Area jusqu'en... 2036.

Les contrats signés entre l'État et Area semblent cependant contenir des clauses secrètes qui n'ont jamais été rendus publiques. Après avoir demandé en vain l'accès à ces documents, Raymond Avrillier, maire-adjoint honoraire de Grenoble, a décidé de porter plainte. Le 13 juillet, le tribunal administratif de Paris a rendu son verdict : le Ministère de l'économie a trois mois pour transmettre l'ensemble des contrats à Raymond Avrillier.

[Que nous révéleront ces documents ? Affaire à suivre...]

(ADES, 02/09/16)

Autoroutes à vélo : c'est parti

La Métropole démarre un premier chantier d'autoroutes à vélo rue Camille-Desmoulins et rue Colonel-Lanoyerie (quartier de l'Aigle). L'objectif est de connecter le cours de la Libération à la grande piste cyclable qui relie le campus au centre-ville. L'autoroute à vélo sera composée d'une piste cyclable bidirectionnelle, avec un plateau surélevé au carrefour de Turenne pour ralentir les voitures. 16 chênes seront plantés par la même occasion. Coût annoncé du chantier : 300 000 euros.

Pour tenter de calmer les vives colères de nombreux commerçants et automobilistes face à ces grands projets cyclistes, les autoroutes à vélo ont été rebaptisés "Axes structurants vélo"...

(Dauphiné Libéré, 31/08/16)

* * *

Take Eat Easy : c'est fini

Cyclisme, encore. Le 10 juin dernier, la start-up de livraison de repas par coursiers à vélo Take Eat Easy s'implantait à Grenoble. Fin juillet, malgré un fort taux de croissance, l'entreprise belge annonçait sa liquidation judiciaire. Take Eat Easy laisse des dizaines de milliers d'euros de factures impayées à de nombreux restaurateurs et coursiers grenoblois.

À l'instar d'Uber et de nombreuses start-ups 2.0, Take Eat Easy contournait le code du travail. Ses milliers de coursiers étaient considérés comme des auto-entrepreneurs, sans droit, sans protection sociale, sans recours possible face aux décisions unilatérales de leur "employeur".

[Pour en savoir plus sur l'envers de Take Eat Easy et de ses homologues, nous vous recommandons un reportage édifiant de Giv Anquetil, [En roue libre.](#)]

(Dauphiné Libéré, 01/08/16)

* * *

Quizz : Quelle sera la première votation citoyenne ?

En début d'année, la mairie de Grenoble lançait les votations citoyennes : Tout-e Grenoblois-e de plus de 16 ans peut déposer une pétition en mairie. Si cette pétition réunit plus de 2 000 signatures, elle sera examinée par le Conseil municipal. Si les élu-e-s ne souhaitent pas donner suite à cette pétition, celle-ci sera soumise au vote des Grenoblois-es. Si cette "votation citoyenne" remporte plus de 20 000 signatures, la mairie s'engage à appliquer la décision.

À ce jour, quatre pétitions ont été déposées à la mairie. L'une d'elles a déjà dépassé les 2000 signatures. Une autre n'a pas encore dépassé les 50. Saurez-vous deviner lesquelles ?

1/ Une pétition pour le maintien de la gestion directe du centre social Bajatière par la Ville de Grenoble, afin d'assurer la pérennité et la stabilité de ses activités.

2/ Une pétition pour l'interdiction de transport et de consommation d'alcool en réunion dans les rues du centre-ville, toute l'année de 23h à 5h du matin.

3/ Une pétition (déposée par Nuit Debout Grenoble et Grenoble Transition) pour la transformation des parcs, massifs et espaces délaissés de la ville de Grenoble en potagers, en vergers et en jardins aromatiques, selon des techniques de permaculture.

4/ Une pétition pour l'abrogation de la hausse des tarifs de stationnement décidés par la mairie le 20 juin dernier, cette hausse devant rapporter plusieurs millions d'euros supplémentaires à la ville de Grenoble.

Vous avez [trouvé](#) ?

(Dauphiné Libéré, 08/08/16)

Une Journée de la Transition

Le samedi 24 septembre, Alternatiba Grenoble organise une grande [Journée de la Transition](#). Le programme est particulièrement riche. Il propose, entre autres, de nombreuses portes-ouvertes et animations dans les jardins partagés de l'agglomération.

Le programme complet est [disponible ici](#).

* * *

Wauquiez et Barbier détruisent le C.I.D.D.F.

Créé en 1973, le [Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles](#) (C.I.D.F.F.) accueillait chaque année des milliers de femmes et de familles souhaitant obtenir des informations, des conseils ou un accompagnement juridique sur le Droit de la famille, le Droit du travail, les violences sexistes ou les discriminations. Depuis 40 ans, Il était financé par les collectivités locales, quelles que soient leur couleur politique.

En début d'année, le Conseil Départemental de l'Isère supprimait ses subventions au C.I.D.D.F., tandis que le Conseil Régional la diminuait de 90%. Conséquence directe : malgré une [pétition de soutien](#) rassemblement plus de 1700 signatures, le Tribunal de Grande Instance de Grenoble a décidé le 8 septembre la liquidation judiciaire du C.I.D.D.F.

Furieux, le [Planning familial de l'Isère](#) demande au Préfet de raisonner les conseils départementaux et régionaux pour qu'une solution soit trouvée afin que l'action du C.I.D.F.F. en Isère redémarre.

[Ici Grenoble prépare un dossier sur Laurent Wauquiez, dont plusieurs conseillers et membres de son équipe ont eu ouvertement des positions anti-féministes.]

(Communiqué du C.I.D.D.F., 08/09/16 ; Communiqué du Planning familial, 09/09/16)

* * *

Si cet été vous vous promeniez en forêt...

Si vous vous promeniez cet été dans les forêts d'Isère, vous auriez pu découvrir d'étranges scènes :

En Chartreuse, vous auriez pu tomber en tête-à-tête avec une centaine de jeunes, têtes rasées et torsos nus, en plein entraînement de combat au corps-à-corps. Le Sappey-en-Chartreuse accueillait l'Université d'été de l'organisation d'extrême droite [Génération identitaire](#). La propriétaire du Domaine de Bens assure qu'elle ne savait pas la nature de ce séjour, et qu'elle n'accueillera plus ce groupe.

Dans les Chambarans, non loin de la [ZAD de Roybon](#), vous auriez pu croiser une cinquantaine de jeunes recrues de l'Armée, toutes de kaki vêtues, en train de s'initier au camouflage et au tir à la mitraillette. Des officiers entraînaient une première vague de volontaires isérois pour la "réserve opérationnelle", une nouvelle force d'appui militaire décidée récemment par le gouvernement.

Dans le Trièves, vous auriez pu tomber nez-à-nez avec une centaine de chasseurs en pleine [traque des loups](#). Les attaques de troupeaux se multipliant cet été, le Préfet a autorisé des "prélèvements" de cette espèce protégée. Certains chasseurs étant prêts à dépenser des milliers d'euros pour aller abattre des loups en Roumanie ou dans d'autres pays de l'Est proposant cette "prestation", imaginons l'excitation de nombreux chasseurs triévois qui, cette année, vont pouvoir abattre des loups en toute légalité...

(Dauphiné Libéré, 27/08/16, 30/08/16)

Ouverture de la saison (des accidents) de chasse

Et puisque l'on parle de la chasse... Une nouvelle saison démarre pour les [18 000 chasseurs d'Isère](#), du 11 septembre au 28 février. La précédente saison s'était soldée par [plusieurs graves accidents](#), dont la mort de Samuel, jeune étudiant abattu sur un chemin de randonnée près de Revel.

Suite à ce drame, le Préfet avait lancé une commission pour tenter de trouver des solutions. Résultat ? La Fédération de chasse de l'Isère a refusé toutes les mesures proposées par des associations environnementalistes : un alcootest systématique pour chaque chasseur, la diffusion systématique des plans de chasse auprès des riverains, une journée sans chasse le week-end, ou encore des tests oculaires réguliers pour tous les chasseurs.

Lot de consolation : Début septembre, la Fédération de chasse organisait un "Salon de la sécurité" au Parc Chambarans, pour sensibiliser les chasseurs à la prévention des accidents. Malheureusement, d'après les journalistes suivant ce salon, la plupart des chasseurs étaient surtout présents pour les stands de réglages des armes, et non pour les temps de prévention.

[Combien d'accidents et de décès faudra-t-il pour que de réelles mesures de sécurité soient mises en place ? En attendant, soyons vigilante-s dans les forêts et sur les chemins...]

(Dauphiné Libéré, 05/09/16)

* * *

L'affaire G.E.G.

Savez-vous qui a créé G.E.G. ? En 1986, le maire de Grenoble, Alain Carignon, décidait de privatiser le service du gaz et de l'électricité, jusqu'ici régie municipale. La gestion fut confiée à la société G.E.G., en grande partie contrôlée par la Lyonnaise des Eaux-Suez et des proches d'Alain Carignon.

Suspectant des prises illégales d'intérêts de plusieurs centaines de milliers d'euros, des abus de biens sociaux et de nombreuses autres irrégularités autour de la création de G.E.G. (à l'instar de la [privatisation du service des eaux](#)) plusieurs Grenoblois dont Vincent Comparat, Gilles Kuntz et Raymond Avrillier se lancèrent dans une longue bataille juridique.

Après plusieurs dizaines d'années de procédures, le tribunal administratif de Grenoble vient de rendre un verdict-clef : le 11 juillet, il a déclaré illégales de nombreuses décisions prises par Alain Carignon puis Michel Destot concernant G.E.G. Il pointe également des irrégularités majeures dans le fonctionnement financier du service du gaz et de l'électricité.

Cette affaire est complexe, il serait trop long de tout détailler ici. Pour en savoir plus, nous vous recommandons ce [communiqué de presse](#) et surtout une [enquête sur G.E.G.](#) de l'ADES.

(ADES, 02/09/16)

* * *

99 objets insolites à la Maison des anciens



À quoi pouvaient donc bien servir ces drôles de ciseaux ? La Maison des anciens d'Échirolles lance un concours original, ouvert à toutes et à tous : retrouver la fonction de 99 objets insolites datant du siècle dernier, voire davantage. Ces objets, souvent surprenants, ont été réunis par des membres et proches de l'établissement.

Ce concours est aussi l'occasion de découvrir la Maison des anciens, de partager un peu de temps avec ses habitant-e-s et d'échanger sur l'histoire des objets présentés.

*La Maison des anciens
3, rue de Normandie
Près de Grand'Place
38130 Échirolles*

(Dauphiné Libéré, 31/08/16)

* * *

Ecopla : Le bras de fer continue

Lundi 12 septembre, les Ecopla sont à Paris. En lutte depuis 7 mois pour la reprise en coopérative de leur usine de barquettes d'aluminium de Saint-Vincent de Mercuze (Grésivaudan), les ouvriers et ouvrières vont s'inviter au Ministère de l'économie. Objectif ? Obtenir l'annulation de la dette sociale de l'entreprise (plus d'un million d'euros), conséquence des ponctions de trésorerie du dernier propriétaire de l'usine, le businessman sino-américain Jerry Ren.

Les Ecopla vont également interpeller Emmanuel Macron dans son Q.G. de campagne, pour exprimer leur colère face à ses [récents propos sur France Inter](#).

La bataille juridique se poursuit également sur place. Le 17 juin, le Tribunal de Commerce de Grenoble a rejeté le projet de SCOP des salarié-e-s d'Ecopla. Il a préféré autoriser le principal concurrent d'Ecopla, le groupe italien Cuki, à rapatrier les machines de l'usine et récupérer les fichiers clients. Les salarié-e-s d'Ecopla ont cependant lancé tous les recours juridiques possibles, dont certains devraient aboutir dans les jours à venir. En attendant, ils occupent l'usine pour empêcher que Cuki saisisse les machines.

Pour en savoir plus et soutenir les salarié-e-s d'Ecopla, [cliquez ici](#).

(Comme Un Bruit qui Court, France Inter, 10/09/16)

* * *

Ouverture du Village 2 Santé

Un nouveau centre de santé ouvre le 12 septembre à Échirolles : [Le Village 2 Santé](#). Inspiré du centre de santé communautaire [La case de santé](#) à Toulouse, le Village 2 Santé souhaite devenir un lieu de soins, mais aussi un lieu de vie ouvert sur le quartier.

Dès son ouverture, le centre propose des consultations en médecine générale, en kinésithérapie et en orthophonie. Il propose également des temps d'accueil et d'échanges autour d'un café, un accompagnement pour l'accès aux droits, ou encore des temps de discussions sur les préventions des maladies. Des ateliers d'échanges de savoirs sont également prévus.

Le Village 2 Santé est une association à but non lucratif. Les soins sont dispensés selon le principe du tiers-payant.

Village 2 Santé
3, rue Missak Manouchian
38130 Échirolles
<http://www.levillage2sante.fr>

À bientôt pour les prochaines infos locales !

Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).

Ici Grenoble, c'est aussi un **agenda**, avec plus de 150 événements proposés cette rentrée... Collectifs, associations, individu-e-s, n'hésitez pas à nous soumettre des événements ou informations pour que nous les relayons !

N'hésitez pas également à nous demander notre nouvelle affiche format A3, pour afficher chez vous, à votre travail ou tout lieu public :

Connaissez-vous ces lieux ?

Voici quelques initiatives grenobloises utiles, méconnues ou étonnantes, à découvrir ou redécouvrir...

Retrouvez 300 autres lieux sur le site d'informations locales Ici Grenoble. Ici Grenoble, c'est aussi 250 questions/réponses sur la vie quotidienne, un agenda d'événements locaux et des actualités sur Grenoble et ses environs.

www.ici-grenoble.org